

Le chemin vers
l'autonomisation des
filles en Amérique
Latine et dans les
Caraïbes:





L'autonomisation, ou le processus de renforcement des connaissances et des capacités, permettant de jouir de la puissance, de la liberté, de l'information et du soutien, de prendre des décisions informées et d'agir selon celles-ci, est une stratégie-clé pour surmonter les inégalités de genre qui affectent la vie de millions de filles et d'adolescentes en Amérique Latine et dans les Caraïbes. L'UNICEF promeut l'autonomisation des filles et des adolescentes afin qu'elles puissent réaliser leurs rêves et vivre leur plein potentiel.

En ligne avec les Objectifs de Développement Durable et avec le Plan d'Action de l'UNICEF en matière de Genre, nous avons priorisé cinq droits qui marquent le chemin vers l'autonomisation des filles. Ces droits, indissociables des autres droits énoncés dans la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE), dans la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW) et dans la Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées (CDPH), sont expliqués ci-après, ainsi que les principales données et actions s'adressant aux gouvernements, écoles, centres de santé, systèmes juridiques, groupes de la société civile, familles et communautés, dans le but de réaliser les droits des filles et d'appuyer leur autonomisation.

Le Plan d'Action de l'UNICEF en matière de Genre (2018-2022) comprend les 5 priorités suivantes qui constituent une plate-forme pour l'autonomisation des filles :

- 1. Garantir la santé des adolescentes en tenant compte du genre.
- 2. Mettre fin au mariage des enfants et aux unions précoces.
- 3. Prévenir, atténuer et répondre à la violence de genre, y compris dans les situations d'urgence.
- 4. Combler les lacunes dans l'éducation des filles.
- 5. Promouvoir l'accès à l'information et aux produits pour l'hygiène menstruelle.













Santé

Quels sont nos droits?

Nous avons le droit de jouir d'une bonne santé et de disposer des informations et des outils nécessaires pour prévenir les maladies, et de recevoir les soins appropriés lorsque nous sommes malades. Nous avons le droit à des services de santé abordables, accessibles et de qualité.





- Le taux de grossesse chez les adolescentes dans la région est parmi les plus élevés au monde (74 naissances vivantes sur 1,000 sont d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans). Le taux est encore plus élevé chez les adolescentes qui vivent dans la pauvreté, en zones rurales et avec de faibles niveaux d'éducation.
- Le risque de décès maternel est 4 fois plus élevé chez les adolescentes de moins de 16 ans.
- 1 fille sur 5 dans la région souffre d'un excédent de poids ou est obèse.
- 1 fille sur 4 âgées de 13 à 15 ans dans la région, indique avoir sérieusement envisagé le suicide.
- Plus de 35% des adolescentes de 15 à 19 ans déclarent ne pas savoir que les préservatifs empêchent la transmission du VIH.



De quoi avons-nous besoin pour jouir de ce droit?



1. DISPOSER D'ESPACES SÛRS où nous pouvons exprimer nos préoccupations, besoins, questions et opinions sur notre santé.



2. AVOIR ACCÈS A DES INFORMATIONS CORRECTES ET PERTINENTES sur les pratiques saines afin que nous puissions prendre des décisions informées à propos de nos corps et de notre bien-être.



3. AVOIR ACCÈS À DES SERVICES SÛRS ET ADAPTÉS AUX FILLES, OÙ NOUS PUISSIONS DENONCER LES ACTES DE VIOLENCE SANS ÊTRE STIGMATISÉES et où nous puissions obtenir protection et soins pour notre santé physique et mentale.



4. APPUYER NOS FAMILLES afin qu'elles nous parlent, ouvertement et honnêtement, de notre santé. Nous devons être en mesure d'avoir un dialogue franc avec nos parents, nos pairs et nos partenaires sentimentaux.



5. AVOIR ACCÈS À DES SERVICES COMPLETS, ÉQUITABLES, ACCESSIBLES, ACCEPTABLES ET EFFICACES qui nous donnent des renseignements pour éviter les grossesses non désirées, les infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH/SIDA, ainsi que des informations sur la nutrition et les soins pour notre santé physique et mentale, et notre bien-être général.



Libres de violence

Quels sont nos droits?

Nous avons le droit de vivre sans peur, avec des personnes que nous aimons et qui nous aiment. Nous avons le droit de ne pas être blessés ou punis, quelle que soit notre identité de genre ou notre orientation sexuelle. Nous avons le droit de vivre dans un environnement libre de violence, d'exploitation et d'abus, et de bénéficier d'une protection lorsque nous en avons besoin.





- 1,1 million d'adolescentes dans la région subissent des violences sexuelles ou d'autres formes d'abus sexuel
- 4 adolescentes sur 10 ont subi la violence de leur partenaire intime au cours de leur vie, et 1 adolescente sur 10 de 15 à 19 ans justifie la violence de leur partenaire intime.
- 1 fille sur 4 dans la région se marie avant qu'elle n'ait 18 ans.
- Les filles qui se marient jeunes sont plus susceptibles de souffrir de la violence physique, sexuelle et psychologique.
- En Amérique Latine et dans les Caraïbes, le taux des mariages entre enfants et des unions précoces est deux fois plus élevé chez les femmes moins scolarisées que chez les femmes qui ont terminé leurs études secondaires (25% et 12% respectivement).



De quoi avons-nous besoin pour jouir de ce droit?



 ASSURER DES ESPACES SÛRS, à l'abri de la violence, pour toutes les filles, sans distinction d'aucune sorte. Nos maisons, écoles, rues, parcs et transports, ne devraient pas être des lieux dont nous avons peur.



2. PROMOUVOIR DES CHANGEMENTS CULTURELS

qui créent des conditions de relations interpersonnelles non-violentes, respectueuses et positives pour tous les enfants et les adolescents, dans les familles, les écoles et les communautés,



3. METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET DES LOIS DE TOLÉRANCE ZÉRO concernant la violence physique, mentale et sexuelle contre les filles. Mettre fin à l'impunité.



4. RECEVOIR LES INFORMATIONS SUR OÙ ALLER SI NOUS SOMMES CONFRONTÉES À LA VIOLENCE

afin de recevoir des soins et un soutien de qualité, dans un cadre de confidentialité et de dignité. Nous avons également besoin de programmes et de services appropriés pour atteindre notre plein potentiel, retarder le mariage, éviter les grossesses non désirées et nous aider à construire des relations amoureuses non violentes.



5. NOUS INCLURE DANS LES DONNÉES OFFICIELLES SUR LA VIOLENCE DE GENRE, en particulier chez les filles âgées de 10 à 14 ans et les jeunes LGBTI, pour s'assurer que les politiques, les programmes et les services combattent les types de violence que nous vivons.

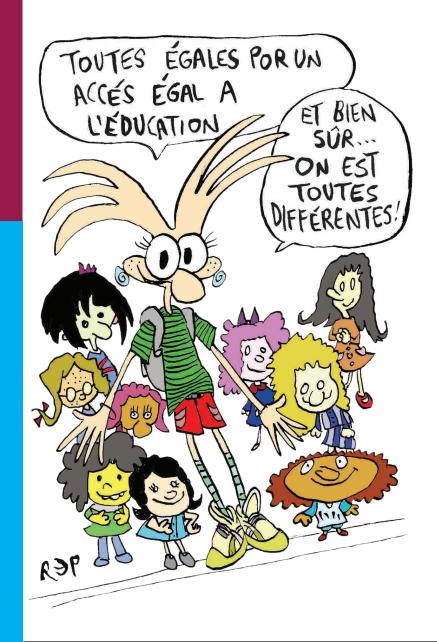


Éducation

Quels sont nos droits?

Nous avons le droit à une éducation inclusive et de qualité, indépendamment de notre appartenance ethnique, de notre religion, ou si l'on vit avec un handicap, dans des zones rurales ou dans des situations d'urgence.

Nous avons le droit de terminer notre éducation et de développer les compétences nécessaires pour participer au marché du travail en égalité de conditions, d'opportunités et de traitement.





- En Amérique Latine et dans les Caraïbes, les facteurs qui affectent négativement l'éducation secondaire des adolescentes comprennent: la pauvreté des familles, le fait de vivre en milieu rural ou dans des zones urbaines marginalisées, et l'appartenance aux communautés autochtones.
- Les filles et les adolescentes ont tendance à avoir des performances inférieures à leurs pairs masculins en sciences et en mathématiques.
- En Amérique Latine, 1 adolescente sur 4 qui vit dans des zones rurales et dans la pauvreté, ne va pas à l'école, mais est chargée de tâches domestiques et de soins.
- Filles, garçons et adolescents se sentent souvent en danger sur le chemin de l'école: plus d'un quart des filles interrogées dans 11 pays affirment qu'elles ne se sentent "jamais" ou "rarement" en sécurité sur le chemin de l'école.
- 7 garçons et filles handicapés sur 10 ne fréquentent pas l'école.



De quoi avons-nous besoin pour jouir de ce droit?



 PROMOUVOIR NOTRE LEADERSHIP à l'école et dans nos communautés, nous informer sur nos droits à l'éducation et nous autonomiser.



2. RECEVOIR UNE ÉDUCATION QUI NOUS PRÉPARE POUR AUJOURD'HUI ET POUR LE FUTUR, avec les connaissances et compétences nécessaires pour : 1) terminer l'école secondaire, 2) avoir accès à l'enseignement supérieur, 3) avoir accès à un emploi décent, et 4) défendre nos droits et ceux de nos communautés.



3. GARANTIR UNE EDUCATION INCLUSIVE qui tienne compte de notre diversité et réponde aux besoins spécifiques de ceux qui vivent dans des régions éloignées, qui sont touchés par la violence, ont un handicap, sont mères ou enceintes, ou qui traversent une crise humanitaire.



4. NOUS OFFRIR DES MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT PRATIQUES ET DE QUALITÉ, qui comprennent des projets d'éducation qui ne perpétuent pas la discrimination et qui favorisent notre accès à la connaissance, à la science, aux nouvelles technologies et aux domaines qui ne sont pas traditionnellement féminins.



5. ÉLABORER ET METTRE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES POUR QUE TOUTES LES FILLES

APPRENNENT, élargir et adapter les options pour les filles qui ne sont pas à l'école ou celles qui éprouvent des difficultés à terminer l'école secondaire.



Eau et Assainissement

Quels sont nos droits?

Nous avons le droit à l'eau, à des installations d'assainissement et d'hygiène qui tiennent compte de nos besoins spécifiques comme filles. Nous avons le droit de recevoir des renseignements opportuns et précis sur la menstruation, et d'avoir accès à une infrastructure adaptée aux filles pour gérer les problèmes liés à notre menstruation, dans l'intimité, en toute sécurité et avec dignité, sans souffrir aucun type de discrimination.





- Environ 500 millions de femmes et de filles dans le monde, n'ont pas les installations et les produits nécessaires pour gérer leur cycle menstruel avec dignité, dans l'intimité et en toute sécurité.
- Dans de nombreux pays à travers le monde, les femmes et les filles assument la plupart des responsabilités de la collecte de l'eau pour leurs fovers et/ou leurs communautés.
- Dans les régions rurales de Colombie, 34,8% des filles interrogées disent ne rien savoir sur la menstruation avant leurs premières règles, et 45% ne savent pas ou n'ont pas répondu à la question «d'où provient le sang des règles».
- Dans la région de Mosquitia au Honduras, 55% des filles interrogées disent ne pas se sentir à l'aise pour aller à l'école quand elles ont leurs règles.
- Dans la région rurale de Beni, en Bolivie, les mauvaises conditions des toilettes de l'école (propreté, disponibilité

de savon, produits d'hygiène menstruelle, poubelles et intimité par exemple) restreignent le comportement et la



De quoi avons-nous besoin pour jouir de ce droit?



1. POUVOIR PARLER de la menstruation dans des espaces sûrs où nous pouvons exprimer nos préoccupations, recevoir du soutien et de l'information sur ce qu'est la menstruation, et comment la gérer, ainsi que ses rapports avec la grossesse.



2. METTRE FIN À LA STIGMATISATION sur la menstruation dans nos familles, communautés et écoles pour nous aider à surmonter les tabous et les préjugés.



3. ASSURER L'ACCÈS à l'eau, aux installations d'assainissement ainsi qu'aux produits d'hygiène, pour promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène dans les écoles.



4. AMÉLIORER les méthodes d'enseignement et les compétences des éducateurs afin qu'ils puissent adopter une approche holistique sur la santé sexuelle et reproductive, et l'hygiène menstruelle dans les écoles, et que nous puissions acquérir des compétences pratiques et concrètes pour gérer notre hygiène menstruelle et personnelle.



5. ENCOURAGER UNE RÉPARTITION ÉQUITABLE des responsabilités entre hommes et femmes, filles et garçons, concernant la collecte de l'eau et les pratiques générales d'hygiène dans nos familles et communautés. Prendre soin de la famille et de l'hygiène personnelle ne devrait pas seulement être la responsabilité des femmes et des filles.



Participation

Quels sont nos droits?

Nous avons le droit de nous exprimer librement et d'avoir des opinions sur des sujets qui touchent notre vie personnelle, sociale, économique, religieuse, culturelle et politique. Nous avons le droit à ce que nos opinions soient entendues et prises au sérieux. Nous avons le droit de participer à la prise de décisions dans nos pays, nos communautés et nos écoles, et de participer à des activités sociales, culturelles et sportives.





Pourquoi cela est-il important pour nous?

- Parce que cela nous donne l'opportunité de développer de nouvelles compétences et de construire notre amour-propre.
- Parce que cela nous rend capables de lutter contre les abus et d'exiger que nos droits soient respectés.
- Parce que nous avons beaucoup de choses à dire.
- Parce que nous pensons que les adultes font souvent des erreurs.
- Parce que nous pensons que nos contributions peuvent conduire à une meilleure prise de décision.
- Parce que nous pensons que nous avons le droit d'être écoutées lorsque notre vie est en jeu.
- Parce que nous voulons contribuer à rendre le monde meilleur.
- Parce que cela peut être amusant.
- Parce que cela nous donne la chance de rencontrer des

filles et des garçons d'autres endroits, d'autres âges et qui ont eu des expériences différentes.



De quoi avons-nous besoin pour jouir de ce droit?



1. RECEVOIR DES OUTILS ET DES COMPÉTENCES qui nous aident à former nos opinions et nos points de vue, et à augmenter notre participation dans différents espaces, y compris à l'école, dans les instances gouvernementales locales, les médias et dans d'autres espaces de développement des enfants et des adolescents.



2. DISPOSER D'ESPACES SÛRS ET APPROPRIÉS pour exprimer nos opinions et préoccupations d'une manière libre et sûre, où les adultes écoutent et apprécient ce que nous avons à dire.



3. RECEVOIR DES INFORMATIONS

COMPRÉHENSIBLES SUR DES SUJETS QUI NOUS

INTÉRESSENT afin que nous puissions apprendre et être en mesure de mieux exprimer nos opinions à nos familles, à nos pairs et au sein de nos communautés.



4. BÉNÉFICIER D'OPPORTUNITÉS pour participer à la conception et la supervision des politiques, programmes et services publics afin qu'ils répondent à nos besoins et intérêts.



5. SAVOIR QUELLE IMPORTANCE A NOTRE

PARTICIPATION, en mesurant son impact dans les espaces sociaux, culturels et politiques, afin que nos actions rendent le monde meilleur pour toutes et tous.



A l'UNICEF nous promouvons les droits et le bien-être de chaque enfant dans tout ce que nous faisons. Avec nos partenaires de la région d'Amérique Latine et des Caraïbes, nous travaillons dans 36 pays et territoires à travers 24 Programmes de Pays dans une région de 630 millions de personnes, dont 195 millions sont des enfants et des adolescents.

Les illustrations de Miguel REP pour UNICEF ©UNICEF Reproduction interdite

Pour plus d'informations, consulter: https://www.unicef.org/lac/library.html

Octobre 2017

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes 102 rue Alberto Tejada, City of Knowledge, Panama, Républic of Panama Boite postale 0843-03045 Téléphone: +507 301-7400

www.unicef.org/lac Twitter: @uniceflac Facebook: /uniceflac



RÉFÉRENCES

CAWST & UNICEF (2016). Agua Pura para el Mundo. Estudio del Conocimiento, Aptitudes y Prácticas en las comunidades y escuelas en la Mosquitia.

Tegucigalpa. Available at: https://www.unicef.org/honduras/unicefwash.pdf.

Céspedes, C., Robles, C. (2016). Niñas y Adolescentes en América Latina y el Caribe: Deudas de Igualdad. Gender Series 133. Available at:

http://www.cepal.org/es/publicaciones/40180-ninas-adolescentes-america-latina-caribe-deudas-igualdad.

Government of Canada, Columbia University, UNICEF. (2017). WASH in schools empowers girls' education: Proceedings of the 5th Annual Virtual Conference on

Menstrual Hygiene Management in Schools. New York. Available at: http://www.ungei.org/2016_MHM_Virtual_Conference_Proceedings-Ir.pdf

Lansdown, G. (2001). Promoting children's participation in democratic decision-making. Florence: UNICEF-Innocenti Research Centre. Available at:

https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/insight6.pdf

PAHO (2017). INSPIRE: Seven strategies for Ending Violence Against Children. Executive Summary. Washington, D.C. Available at:

http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/246212/1/WHO-NMH-NVI-16.7-eng.pdf?ua=1

PAHO based on Demographic Health Survey (DHS) and Reproductive Health Survey (RHS).

PAHO, UNFPA, UNICEF, World Bank (2014). International Interagency Meeting: Current Evidence, Lessons Learned and Best Practices in Adolescent Pregnancy

Prevention in Latin America and the Caribbean: Final Report. Available at:

http://www.paho.org/derechoalaSSR/wp-content/uploads/Documentos/Final-Report-Nicaragua.pdf

Plan International (2014). Hear our voices. Available at: https://plan-international.org/publications/hear-our-voices

Recommendations based on the study "WASH in Schools Empowers Girls' Education in Rural Cochabamba, Bolivia. An Assessment of Menstrual Hygiene

Management in Schools, 2013. Available at: https://www.unicef.org/wash/schools/files/Bolivia_MHM_Booklet_DM_15_Nov_single_0940_Bolivia.pdf

SERCE 2012, TERCE 2015, PISA 2009.

UNFPA database using DHS or MICS data from 78 developing countries over the period 2000-2011, cited in "Marrying too young; end child marriage;" UNFPA

(2012). Available at: https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/MarryingTooYoung.pdf

UNICEF (2016). Children in Latin America and the Caribbean - Overview 2017. Available at:

https://www.unicef.org/lac/20170131_LACRO_CUADRIPTICO-LAC-2017_ING_WEB(1).pdf

UNICEF (2016). Girl's Equality in Latin America and the Caribbean: We are all responsible. Available at:

https://www.unicef.org/lac/20161011 UNICEF-LACRO CuadripticoNinas ENG LR.pdf

UNICEF (2017). Gender-responsive Water, Sanitation and Hygiene: Key elements for effective WASH programming. New York.

UNICEF Colombia (2016), "Higiene menstrual en las niñas de las escuelas del área rural en el pacífico colombiano: Choco – Bagadó, Cauca - Santander de Quilichaoe, Nariño - Ipiales." Not published.

UNICEF MICS, analysis from 13 countries in LAC.

UNICEF, (2014). ¿Qué significa la CEDAW para los derechos de las niñas en América Latina y el Caribe?. Available at :

https://www.unicef.org/lac/CEDAW_espanol.pdf; Art 7, 8,

UNICEF, Derechos bajo la Convención sobre los Derechos del Niño. Available at: https://www.unicef.org/spanish/crc/index_30177.html

UNICEF, UNGELy Canada (2015). WASH in Schools for Girls: Voices from the field. Advocacy and capacity building for menstrual hygiene management through

WASH in schools programmes. Available at: https://www.unicef.org/wash/schools/files/WinS4Girls - Voices from the field.pdf

WHO, UNICEF (2015). 25 Years of Progress on Sanitation and Drinking Water: 2015 update and MDG Assessment, OMS y UNICEF, Genève and New York, pg. 45.

Available at: https://www.unicef.pt/progressos-saneamento-agua-potavel/files/progress-on-sanitation-drinking-water2015.pdf

World Bank (2004). Fact sheet, "Disability in Latin America and the Caribbean". Available at:

http://siteresources.worldbank.org/DISABILITY/Resources/Regions/LAC/LACfactsheetEng.pdf.